

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies, . . .	35 fr.	20 fr.
Etranger } Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	30 fr.
Etranger } Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.	35 fr.

Prix du numéro

- Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
- Par porteur ou par la poste.
- Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
- Etranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	2 fr.
Minimum . . . . .	10 fr.
La page . . . . .	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.  
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## Délégués du Chef de l'Etat français

## Télégramme-lettre circulaire n° 212 Cl.

## HAUT-COMMISSAIRE

## A TOUS GOUVERNEURS

COMMISSAIRE FRANCE TOGO

GOUVERNEUR ADMINISTRATEUR CIRCONSCRIPTION DAKAR  
DIRECTEUR SURETÉ GÉNÉRALE

Secrétaire Etat Colonies fait connaître qu'en exécution de la note n° 851 S. G. du 12 mars du Vice-Président du Conseil, sont seulement considérés comme délégués du Maréchal de France, Chef de l'Etat et Chef du Gouvernement, les porteurs d'ordres de mission signés du Maréchal et du Vice-Président du Conseil.

Dakar, le 29 mars 1941

Pour le Gouverneur Général en tournée,  
Le Gouverneur des Colonies

Secrétaire Général du Gouvernement Général,  
chargé de l'expédition des affaires

PARISOT

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1940

- 9 novembre — Loi relative aux administrateurs de certaines sociétés d'intérêt public dont le siège social est dans la métropole ou dans lesquelles le poste de président, directeur général ou gouverneur est à la nomination du Gouvernement. (Arrêté de promulgation n° 183 du 16 avril 1941) 207
- 15 décembre — Décret énumérant les produits originaires d'Indochine devant être admis en franchise de droits de douane dans les colonies françaises en 1941. (Arrêté de promulgation n° 164 du 3 avril 1941). 207

- 15 décembre — Décret énumérant les produits originaires des colonies françaises admis en 1941 en franchise de droits de douane en Indochine. (Arrêté de promulgation n° 164 du 3 avril 1941). 209
- 31 décembre — Arrêté interministériel réglant le fonctionnement du fonds de solidarité coloniale créé par la loi du 25 octobre 1940. (Arrêté de promulgation n° 165 du 3 avril 1941). 212

1941

- 23 janvier — Loi relative à l'imputation des frais exceptionnels de transports par voie de mer. (Arrêté de promulgation n° 164 du 3 avril 1941). 209
- 27 janvier — Loi qui fixe les sanctions applicables aux infractions à la réglementation de la radiotélégraphie et de la radiotéléphonie définie par le décret du 15 décembre 1938 et ses modificatifs subséquents. (Arrêté de promulgation n° 172 du 4 avril 1941). 213
- 27 janvier — Décret qui modifie les articles 3<sup>1</sup> et 5 et abroge les articles 15 et 15 bis du décret du 15 décembre 1938, lui-même modifié par le décret du 16 avril 1940, relatif à la réglementation de la radiotélégraphie et de la radiotéléphonie en cas de mobilisation, de danger de guerre ou d'état de siège. (Arrêté de promulgation n° 172 du 4 avril 1941). 214
- 30 janvier — Loi relative à la procédure douanière dans les colonies du premier et du deuxième groupe. (Arrêté de promulgation n° 164 du 3 avril 1941). 210
- 4 février — Décret qui fixe le montant global des contributions supplémentaires dues au service financier de la caisse intercoloniale de retraites pour l'année 1941 par les colonies et territoires sous mandat. (Arrêté de promulgation n° 164 du 3 avril 1941). 211
- 4 février — Décret prohibant la sortie de France ou d'Algérie des fruits de table frais, légumes frais, salés ou confits jusqu'au 30 avril 1941. (Arrêté de promulgation n° 164 du 3 avril 1941). 211

6 février	— Décret qui donne aux chefs des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français relevant du secrétariat d'Etat aux colonies pouvoir pour déterminer par arrêtés les dispositions des décrets des 24 avril, 15 juillet et 4 septembre 1940, relatifs à l'emploi de la saccharine dans la préparation de certaines denrées et boissons, qui seront applicables au territoire placé sous leur autorité. (Arrêté de promulgation n° 176 du 10 avril 1941).	215
8 février	— Décret qui met en application en France, en Algérie et dans les territoires relevant de l'autorité du Secrétaire d'Etat aux colonies le protocole du 1 <sup>er</sup> février 1941, relatif à l'application aux paiements franco-hollandais de l'accord de compensation pour les paiements franco-allemands du 14 novembre 1940. (Arrêté de promulgation n° 180 du 14 avril 1941).	215
8 février	— Décret établissant une prohibition de sortie pour les plumes et duvets. (Arrêté de promulgation n° 180 du 14 avril 1941).	217
8 février	— Décret établissant une prohibition de sortie pour les peilleteries préparées ou en morceaux cousus. (Arrêté de promulgation n° 180 du 14 avril 1941).	218
9 février	— Décret qui prévoit l'obligation de déclarer à l'office des changes (service de la compensation) les créances impayées ou bloquées dans le pays débiteur, résultant de l'exportation vers le Brésil, la Finlande, l'Italie et les possessions italiennes de marchandises originaires ou en provenance du territoire douanier français, des colonies et territoires africains sous mandat français. (Arrêté de promulgation n° 180 du 14 avril 1941).	218
22 février	— Décret relatif à la suspension provisoire de l'avancement à l'ancienneté des personnels relevant du secrétariat d'Etat aux colonies. (Arrêté de promulgation n° 164 du 3 avril 1941).	212
28 février	— Loi qui complète l'article 1 <sup>er</sup> de la loi du 23 juillet 1940 relative à la déchéance de la nationalité française des Français qui ont quitté le territoire métropolitain entre le 10 mai et le 30 juin 1940 pour se rendre à l'étranger sans motif légitime ou ordre de mission régulier, et étend cette déchéance à tout Français qui, hors du territoire métropolitain, trahit par ses actes, discours ou écrits les devoirs qui lui incombent en tant que membre de la communauté nationale. (Arrêté de promulgation n° 177 du 10 avril 1941).	218
28 février	— Loi qui suspend les sessions des conseils d'administration des offices des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation des colonies et des territoires sous mandat et transfère les pouvoirs dévolus à ces assemblées aux haut-commissaires, gouverneurs généraux ou gouverneurs, présidents respectifs de ces offices. (Arrêté de promulgation n° 184 du 16 avril 1941).	219

8 mars	— Loi étendant à tout Français qui, sans autorisation du Gouvernement et à partir du 1 <sup>er</sup> décembre 1940, s'est rendu ou se rendra dans la zone dissidente, les dispositions de la loi du 10 septembre 1940 relative à la déchéance de la nationalité française à l'égard des Français qui, à partir du 10 mai 1940, auront quitté, sans ordre de mission régulier ou sans motif légitime, un territoire d'outre-mer relevant des départements de l'intérieur, des affaires étrangères ou des colonies pour se rendre à l'étranger. (Arrêté de promulgation n° 177 du 10 avril 1941).	219
	Rectificatif au décret du 16 novembre 1940 relatif à l'accord de compensation franco-allemand.	220

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

1941

1 <sup>er</sup> avril	— N° 161 — Arrêté modifiant l'arrêté n° 137 du 14 mars 1941 fixant pour l'année 1941 les taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance.	220
1 <sup>er</sup> avril	— N° 162 — Arrêté portant interdiction d'employer dans les services du territoire du Togo, les anciens agents de l'administration, révoqués, licenciés ou démissionnaires.	220
4 avril	— N° 167 — Arrêté portant classement de la forêt fétiche de Tohou.	221
4 avril	— N° 168 — Arrêté portant classement de la forêt de Djemegni.	221
4 avril	— N° 169 — Arrêté portant classement de la forêt d'Asrama.	221
4 avril	— N° 170 — Arrêté portant classement de la forêt de Tétéou-Sud.	222
4 avril	— N° 171 — Arrêté portant classement de la forêt de Tétéou-Nord.	222
7 avril	— N° 174 — Arrêté complétant la liste des produits et denrées de première nécessité détenus par le commerce local dont la vente est limitée.	223
7 avril	— N° 276 — Décision portant libération de certains stocks de produits de première nécessité.	223
9 avril	— N° 175 — Arrêté modifiant et complétant l'arrêté n° 466 du 6 novembre 1940 portant création et organisation du service de la sûreté au Togo.	223
11 avril	— N° 293 — Décision nommant la commission mixte prévue à l'article 7 du règlement d'achat des produits de la récolte 1940-1941 en date du 24 mars 1941.	224
11 avril	— N° 296 — Décision modifiant la décision n° 107 du 6 février 1941 fixant les dates des vacances et des examens pour l'année scolaire 1941.	224
11 avril	— N° 813 — Circulaire relative à l'importation de billets de banque français et coloniaux.	225
12 avril	— N° 301 — Décision fixant l'effectif du peloton des eaux et forêts.	225
	Nominations, mutations, etc... concernant le personnel.	225
	Divers.	226

## TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

1941

15 mars	— N° 902p. — Arrêté du Haut-Commissaire de l'Afrique française suspendant les avancements à l'ancienneté pour les personnels des cadres de l'A. O. F.	227
---------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

## PARTIE NON OFFICIELLE

*Avis et communications :*

Domaines

227

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

*Sociétés*

ARRETE N° 183 promulguant au Togo la loi du 9 novembre 1940 relative aux administrateurs de certaines sociétés d'intérêt public dont le siège social est dans la métropole ou dans lesquelles le poste de président, directeur général ou gouverneur est à la nomination du Gouvernement.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 9 novembre 1940;

Vu le télégramme-officiel n° 155 en date du 15 avril 1941 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 9 novembre 1940 relative aux administrateurs de certaines sociétés d'intérêt public dont le siège social est dans la métropole ou dans lesquelles le poste de président, directeur général ou gouverneur est à la nomination du Gouvernement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 avril 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

## DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute société dont le capital est égal ou supérieur à 20 millions de francs et qui a obtenu de l'Etat, d'une collectivité ou d'un établissement public, soit une concession de distribution d'eau, de gaz ou d'électricité, soit une concession de transports aériens, maritimes ou terrestres, ainsi que dans toute société où l'Etat, une collectivité ou un établissement public détient à quelque titre que ce soit, une participation au capital, égale ou supérieure à 20%; la désignation des administrateurs ne devient définitive que si, dans un délai de quinze jours francs, le secrétaire d'Etat aux finances et le secrétaire d'Etat intéressé n'y ont pas mis opposition.

ART. 2. — Toute désignation d'administrateur, dans les sociétés visées à l'article 1<sup>er</sup>, doit être immédiatement notifiée à l'autorité concédante ou au secrétaire d'Etat intéressé.

Le délai de quinze jours francs prévu à l'article 1<sup>er</sup> court à dater du jour de la réception de cette notification.

ART. 3. — Dans le mois de la promulgation de la présente loi, les sociétés visées à l'article 1<sup>er</sup> devront notifier la composition de leur conseil d'administration aux autorités désignées à l'article 2.

Le secrétaire d'Etat aux finances et le secrétaire d'Etat intéressé pourront, dans un délai de deux mois à compter de cette notification, mettre opposition au maintien des administrateurs actuellement en fonction.

En pareil cas, les pouvoirs des administrateurs cesseront de plein droit, le huitième jour suivant la date de réception par la société de la notification de l'opposition des secrétaires d'Etat intéressés.

ART. 4. — Les dispositions de la présente loi sont applicables aux banques qui exercent leurs privilèges d'émission en Algérie et aux colonies, ainsi qu'aux sociétés dans lesquelles le poste de président, directeur général ou gouverneur est à la nomination du Gouvernement.

ART. 5. — Les conditions d'application de la présente loi en Algérie et aux colonies, pour les sociétés visées à l'article 1<sup>er</sup> qui y ont leur siège social, seront fixées par décret.

ART. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 9 novembre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,*

Yves BOUTHILLIER.

*Le garde des sceaux,*

*ministre secrétaire d'Etat à la justice,*

Raphaël ALIBERT.

*Le secrétaire d'Etat aux communications,*

Jean BERTHELOT.

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,*

Marcel PEYROUTON.

*Le ministre secrétaire d'Etat*

*à la production industrielle et au travail,*

René BELIN.

*Le ministre secrétaire d'Etat à la marine,*

Amiral DARLAN.

*Le ministre secrétaire d'Etat*

*à la marine, secrétaire d'Etat à l'aviation par intérim,*

Amiral DARLAN.

Promulgation

ARRETE N° 164 portant promulgation.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu les décrets du 15 décembre 1940;

Vu la loi du 23 janvier 1941;

Vu la loi du 30 janvier 1941;  
Vu les décrets du 4 février 1941;  
Vu le décret du 22 février 1941;  
Vu les instructions des 13 et 22 mars 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France :

1° — Le décret du 15 décembre 1940 qui énumère les produits originaires d'Indochine devant être admis en franchise de droits de douane dans les colonies françaises en 1941;

2° — Le décret du 15 décembre 1940 énumérant les produits originaires des colonies françaises admis en 1941 en franchise de droits de douane en Indochine;

3° — La loi du 23 janvier 1941 relative à l'imputation des frais exceptionnels de transports par voie de mer;

4° — La loi du 30 janvier 1941 relative à la procédure douanière dans les colonies du premier et du deuxième groupe;

5° — Le décret du 4 février 1941 qui fixe le montant global des contributions supplémentaires dues au service financier de la caisse intercoloniale de retraites pour l'année 1941 par les colonies et territoires sous mandat;

6° — Le décret du 4 février 1941 prohibant la sortie de France ou d'Algérie des fruits de table frais, légumes frais, salés ou confits jusqu'au 30 avril 1941;

7° — Le décret du 22 février 1941 relatif à la suspension provisoire de l'avancement à l'ancienneté des personnels relevant du secrétariat d'Etat aux colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 avril 1941.

J. DELPECH.

## Droits de douane

*DECRET énumérant les produits originaires d'Indochine devant être admis en franchise de droits de douane dans les colonies françaises en 1941.*

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'article 3 de la loi du 15 octobre 1940;

Sur la proposition du Gouverneur général de l'Indochine;

## DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Seront admis, en 1941, en franchise de droits de douane, dans les colonies françaises, les produits originaires de l'Indochine énumérés à la liste H annexée au présent décret.

ART. 2. — Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies, est chargé de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 15 décembre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le contre-amiral,  
secrétaire d'Etat aux colonies,  
Amiral PLATON.*

*LISTE des produits originaires d'Indochine qui seront admis, en 1941, en franchise de droits de douane en A. O. F.*

## LISTE H

NUMÉROS du tarif douanier français	DÉSIGNATION
Ex. 19 B	Conserves de viande autres que de porc.
Ex. 20 bis (2)	Boyaux secs ou salés.
21 et 22	Peaux et pelleteries brutes.
28	Cheveux non ouvrés.
30 B	Saindoux.
34 A à 34 D	Oufs de volaille et de gibier.
72	Maïs.
78	Manioc.
78 bis	Sagou.
79	Riz.
86 C (1 à 4)	Ananas conservés.
88	Graines et fruits oléagineux.
95 (1 à 3)	Confitures, etc.
96	Cafés.
99	Poivre.
101	Amomes et cardamomes.
102	Cannelle.
108	Thé.
110 A	Huile d'arachide, etc.
112	Huiles volatiles ou essences.
113 à 115 quat	Cires végétales, résines, etc., gomme laque blanche.
119 (1 à 6)	Balata, gutta-percha, caouchouc, latex, déchets de caouchouc manufacturés, etc.
126 à 127 B	Espèces médicinales.
138 A	Bois de teck.
144 (1 et 2)	Kapok (végétaux filamenteux non dénommés).
144 bis	Ramie peignée.
145 (1)	Jones et roseaux bruts (y compris les bambous entiers ou fendus).
145 (3)	Fibres de coco.
145 B (1)	Jones, roseaux préparés (y compris les bambous préparés).
146 (3)	Roseaux dits rotins de Chine.
Ex. 165	Sons de riz.
166	Tourteaux de grains oléagineux.
166 bis	Tourteaux.
168	Pâtes de bambou
185	Ciment et ouvrages en ciment.
190 (1, 2, 3)	Houille crue.
200 (2)	Or brut.
223 (3)	Etain en masses allié d'antimoine.
224 (2)	Zinc en masses.
227 (3)	Antimoine métallique en régule.
359 à 359 (5)	Bouteille, fioles et flacons pleins.
367 A à E	fil de coco.
398 bis	Sacs de jute (même étrangers) importés pleins.
420 bis et 391	Dentelles de coton à la main, dentelles de lin, chanvre et ramie.
442 A	Tapis de laine à points noués.

NUMÉROS du tarif douanier français	DÉSIGNATION
456 bis	Tapis de poils de chèvre.
459 bis	Broderies.
460 quater (2)	Sacs en tissus, importés pleins, autres que de jute (même étrangers).
464	Carton assemblé.
466 et 466 bis	Livres.
469 (6)	Cartes postales.
470	Imprimés.
483 A (3)	Orfèvrerie.
495 B	Joaillerie, bijouterie.
496	Ouvrages dorés ou argentés.
568 B	Réservoirs.
573 A et 573 C	Objets d'art ou d'ornement en cuivre ou en bronze.
595 (2 et 4)	Futailles importées pleines.
596	Balais de Sorgho.
596 bis	Balais communs.
103 (4 C)	Caisses et caissettes.
608	Tapis en coco.
609	Nattes de Chine.
610 bis	Rotins filés.
611	Vannerie.
638 à 641	Tabletterie.
641 bis (1, 2, 3)	Boîtes en fer laqué.
641 bis (8 et 9)	Tabletterie.
643 (1 et 2)	Eventails.
643 (30 et 31)	Boutons de nacre.
649	Cheveux préparés ou ouvrés.

NOTA. — Tous les articles indochinois non repris dans la liste qui précède pour être admis en franchise de droits de douane dans les colonies françaises y sont admis au tarif minimum.

*DECRET énumérant les produits originaires des colonies françaises admis en 1941 en franchise de droits de douane en Indochine.*

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu l'article 3 de la loi du 15 octobre 1940;

Sur la proposition du Gouverneur général de l'Indochine;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Seront admis, en 1941, en franchise de droits de douane, en Indochine, les produits originaires des colonies françaises énumérés à la liste G annexée au présent décret.

ART. 2. — Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies, est chargé de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 15 décembre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le contre-amiral,  
secrétaire d'Etat aux colonies,  
Amiral PLATON.*

*LISTE des marchandises originaires de l'Afrique occidentale française qui seront admises en franchise de droits de douane en Indochine en 1941.*

LISTE G

NUMÉRO du tarif français	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES
23 (5, 6, 7)	Laine en masse
33	Cire
88 (14)	Palmistes et amandes de palme
97 (1 à 3)	Cacao en fèves, en poudre et beurre de cacao
110 A (16)	Huile de palme
Ex. 111 bis A	Amande et beurre de karité
112 (3)	Essence d'oranges
114 (2)	Gomme arabique
128 à 137	Bois en grumes et débités
Ex. 144	Sisal

*LISTE des marchandises originaires de toutes les colonies qui seront admises en franchise de droits de douane en Indochine en 1941.*

LISTE G

NUMÉRO du tarif douanier français	DÉSIGNATION
359 à 359 (5)	Bouteilles, fioles et flacons importés pleins
398 bis	Sacs de jute (même étrangers) importés pleins
460 quater (2)	Sacs en tissus (même étrangers) autres que de jute, importés pleins
464	Carton assemblé
466 et 466 bis	Livres
469	Cartes postales
470	Imprimés
568 B	Réservoirs
603 (4 C)	Caisses et caissettes

NOTA. — Tous les produits autres que ceux énumérés dans les listes G qui précèdent sont admis en Indochine au tarif minimum.

Frais exceptionnels de transports par voie de mer

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les frais exceptionnels de transports par voie de mer, quand ils auront été occasionnés soit par les circonstances de force majeure, soit par les décisions de l'autorité maritime consécutives aux événements de mai et juin 1940, seront supportés par le compte spécial des transports maritimes, institué par le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939.

ART. 2. — Pour la couverture de ces dépenses, tous les frets à percevoir pour les transports par voie de mer à l'importation en France métropolitaine, tels qu'ils sont fixés par le ministre secrétaire d'Etat à la marine, seront frappés d'une majoration provisoire ne pouvant dépasser dix pour cent de leur montant brut et affectée à un article spécial du compte des transports maritimes.

ART. 3. — Les taux de la majoration et la date à laquelle elle cessera d'être perçue, seront fixés par arrêtés des ministres secrétaires d'Etat à la marine et aux finances.

ART. 4. — Le présent décret, applicable en Algérie, dans les colonies françaises, les pays de protectorat et les territoires sous mandat français, sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 23 janvier 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte,  
ministre secrétaire d'Etat à la marine,*  
Amiral DARLAN.

*Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,*  
YVES BOUTHILLIER.

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,*  
MARCEL PEYROUTON.

*Le ministre secrétaire d'Etat  
aux affaires étrangères,*  
P.-E. FLANDIN.

*Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

**DECRET portant ouverture du compte spécial  
« Transports maritimes — Exploitation des navires ».**

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 19 mars 1939;

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre de la marine marchande et du ministre des finances;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ouvert dans les écritures du trésor un compte spécial « Transports maritimes — Exploitation des navires ».

Sont portés en recettes à ce compte :

- 1° — les frets et passages;
- 2° — les recettes accessoires de l'exploitation;
- 3° — les indemnités versées par les assureurs en cas de sinistre;
- 4° — la contribution du compte spécial « Assurances maritimes » aux dépenses administratives, aux services des transports maritimes;
- 5° — les avances de trésorerie accordées par l'Etat à titre de fonds de roulement dans la limite d'un maximum de 1.200 millions.

Sont portés en dépenses à ce compte :

- 1° — les dépenses d'exploitation et répartition des navires appartenant à l'Etat, toutes les dépenses mises à la charge de l'Etat par les conventions passées avec les propriétaires des navires affrétés;
- 2° — les indemnités versées aux armateurs en exécution des contrats ou des actes de réquisition,

l'amortissement des dépenses d'achats et de constructions de navires;

3° — les frais de remplacement des navires perdus;

4° — le remboursement au budget général des dépenses administratives du service des transports maritimes.

ART. 2. — Un décret rendu sur la proposition du ministre de la marine marchande et du ministre des finances déterminera les règles de comptabilité applicables aux opérations du compte spécial prévu par le présent décret.

ART. 3. — Un contrôleur financier est chargé de suivre les opérations du compte spécial et, notamment la liquidation et le recouvrement des frais dûs par les services publics, les avances et les indemnités versées aux armateurs, ainsi que la tenue de leurs comptes courants.

ART. 4. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

ART. 5. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre de la marine marchande et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre de la défense nationale  
et de la guerre,*  
Edouard DALADIER.

*Le ministre de la marine marchande,*  
C. CAMPINCHI.

*Le ministre des finances,*  
Paul REYNAUD.

#### **Procédure douanière dans les colonies du premier et du deuxième groupe**

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,  
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation à la loi du 13 avril 1928 et au décret du 2 juillet 1928, les assemblées locales des colonies du premier groupe sont autorisées à prendre des délibérations pour demander des dérogations aux dispositions législatives et réglementaires concernant le tarif des douanes et la réglementation douanière, dans un délai de trois mois à dater de l'arrivée au chef-lieu de la colonie du *Journal officiel* portant publication de ces dispositions.

Au cas où à l'expiration de ce délai les assemblées locales ne se sont pas encore prononcées, les gouverneurs généraux et gouverneurs assurent immédiatement l'application des nouveaux tarifs ou de la nouvelle réglementation.

ART. 2. — De même et sous réserve d'en informer immédiatement, par câble, le secrétaire d'Etat aux colonies, les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies du premier groupe sont autorisés à rendre provisoirement exécutoires les délibérations des assemblées locales relatives à l'établissement des tarifs

spéciaux et à la réglementation douanière de ces colonies.

Il sera statué définitivement sur ces délibérations suivant la procédure et dans les formes prévues par la loi du 13 avril 1928 et le décret du 2 juillet 1928.

Les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies du deuxième groupe sont autorisés à rendre provisoirement exécutoires, dans les mêmes conditions, les délibérations des assemblées locales relatives à l'établissement des tarifs douaniers et à la réglementation douanière de ces colonies.

ART. 3. — Le présent acte sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 30 janvier 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,*

Yves BOUTHILLIER.

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture,*

Pierre CAZIOT.

*Le ministre secrétaire d'Etat*

*aux affaires étrangères,*

P.-E. FLANDIN.

*Le contre-amiral,*  
*secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

#### Caisse intercoloniale de retraites

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu la loi du 14 avril 1924, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et notamment l'article 71;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> novembre 1928 portant création de la caisse intercoloniale de retraites et les textes subséquents qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 31 décembre 1937 portant réforme du régime financier de la caisse intercoloniale de retraites, notamment les articles 83 et 100;

Vu la décision prise par le conseil d'administration de la caisse intercoloniale de retraites en sa séance du 27 décembre 1940;

Sur le rapport du contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le montant global des contributions supplémentaires dues au service financier de la caisse intercoloniale de retraites pour l'année 1941 par les colonies et territoires sous mandat est fixée à 30.956.999 francs 33.

ART. 2. — La répartition de cette somme est fixée ainsi qu'il suit entre les colonies et territoires, sous mandat :

Francs.

Martinique . . . . .	449.941,97
Guadeloupe . . . . .	504.790,46
Saint-Pierre et Miquelon . . . . .	8.526,93
Nouvelle-Calédonie . . . . .	293.218,23
Tahiti . . . . .	63.709,65
Réunion . . . . .	587.100,16
Afrique occidentale française . . . . .	4.718.512,54
Togo . . . . .	83.917,33
Afrique équatoriale française . . . . .	708.892,65
Cameroun . . . . .	278.291,67
Indochine . . . . .	17.801.629,26
Madagascar . . . . .	4.394.243,83
Somalis . . . . .	50.240,39
Guyane . . . . .	1.013.984,26
Total . . . . .	30.956.999,33

ART. 3. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 4 février 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le contre-amiral,*  
*secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

#### Exportation des fruits et légumes frais

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938;

Vu le décret du 29 juillet 1940;

Vu le code des douanes;

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat aux finances, du ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture, du ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur et du secrétaire d'Etat au ravitaillement;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Est prohibée en France, pour toute autre destination que l'Algérie, et en Algérie pour toute autre destination que la France, jusqu'au 30 avril 1941, la sortie ainsi que la réexportation en suite de tout régime douanier des articles ci-après :

NUMÉROS DU TARIF	PRODUITS
84 A	Fruits de table ou autres, frais, non forcés.
158 A	Légumes frais.
158 B	Légumes salés ou confits.

ART. 2. — Des dérogations à la prohibition d'exportation prévue à l'article 1<sup>er</sup> pourront être autorisées par le ministre secrétaire d'Etat aux finances, sur avis conforme du ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture.

ART. 3. — Le contrôle de l'exportation de la métropole des marchandises destinées aux colonies françaises, aux pays de protectorat et aux pays sous mandat français, sera effectué dans les conditions qui seront déterminées par le ministre secrétaire d'Etat aux finances, en accord avec le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture.

Il en sera de même en ce qui concerne le contrôle de l'exportation d'Algérie des marchandises destinées à la métropole, aux colonies françaises, aux pays de protectorat et aux pays sous mandat français.

ART. 4. — Les conditions d'application des articles qui précèdent seront déterminées par arrêté interministériel.

ART. 5. — Le ministre secrétaire d'Etat aux finances, le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture, le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur et le secrétaire



d'Etat au ravitaillement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 4 février 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,*

Yves BOUTHILLIER.

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture,*

Pierre CAZIOT.

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,*

Marcel PEYROUTON.

*Le secrétaire d'Etat au ravitaillement,*

Jean ACHARD.

#### Personnel

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Le conseil d'Etat entendu;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Pendant la durée des hostilités et jusqu'à l'expiration du délai d'un an, à compter de la date légale de leur cessation, lorsque les textes organiques concernant les personnels relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, prévoient l'avancement à l'ancienneté, l'autorité compétente pourra décider de surseoir à l'avancement d'un fonctionnaire, au titre de l'ancienneté.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat Français, ainsi qu'aux *journaux officiels* des colonies et inséré au *bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 22 février 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le secrétaire d'Etat aux colonies.*

Amiral PLATON.

#### Solidarité coloniale

ARRETE No 165 promulguant au Togo l'arrêté interministériel du 31 décembre 1940 réglant le fonctionnement du fonds de solidarité coloniale.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 25 octobre 1940 créant un fonds de solidarité coloniale, promulguée au Togo le 11 décembre 1940;

Vu l'arrêté interministériel du 31 décembre 1940;

Vu les instructions en date du 22 mars 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté interministériel du 31 décembre 1940 réglant le fonctionnement du fonds de solidarité coloniale créé par la loi du 25 octobre 1940.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 avril 1941.

J. DELPECH.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX FINANCES ET LE  
CONTRE-AMIRAL SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COLONIES,

Vu la loi du 25 octobre 1940 créant un fonds de solidarité coloniale;

#### ARRETEMENT :

ARTICLE PREMIER. — Les créances et les dettes des divers comptes et produits spéciaux énumérés à l'article 2 de la loi du 25 octobre 1940 seront liquidées dès la promulgation au *Journal officiel* de la colonie, du présent arrêté.

Le 31 décembre 1940, ces comptes et produits spéciaux seront arrêtés en recettes et en dépenses et aucune dépense nouvelle ne pourra plus être engagée à leur titre.

Leur solde sera aussitôt versé à un compte de trésorerie ouvert dans les écritures de l'agent comptable central du trésor et intitulé « Compte du fonds de solidarité coloniale ».

ART. 2. — Le compte du fonds de solidarité coloniale recevra toutes les recettes et supportera toutes les dépenses du fonds de solidarité coloniale.

Lesdites dépenses seront toutes engagées et liquidées par le secrétaire d'Etat aux colonies qui assure l'administration et le contrôle du fonds. Elles pourront donner lieu soit à des ordonnancements directs au profit des bénéficiaires définitifs, soit à la mise à la disposition des chefs des colonies et territoires intéressés de sommes prélevées sur le fonds de solidarité et qu'ils géreront pour le compte dudit fonds.

ART. 3. — Toutes les recettes et toutes les dépenses effectuées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1941 au titre des comptes et produits spéciaux visés à l'article 1<sup>er</sup> et, d'une façon générale, toutes les recettes et toutes les dépenses effectuées pour le compte du fonds de solidarité coloniale dans les colonies et territoires intéressés, y compris, en ce qui concerne les recettes, les sommes mises à la disposition des chefs de ces colonies et territoires en application de l'article 2, seront imputées à des chapitres ouverts dans les budgets locaux au titre des recettes extraordinaires et des dépenses extraordinaires et intitulés : « Opérations pour le compte du fonds de solidarité coloniale ».

A la clôture de chaque exercice l'excédent des chapitres de recettes sur les chapitres de dépenses sera reversé au compte du fonds de solidarité coloniale.

ART. 4. — Les opérations faites pour le compte du fonds de solidarité coloniale sont assujetties, dans chaque colonie ou territoire intéressé, au contrôle du directeur du contrôle financier ou, à défaut, du trésorier général.

Chaque année, avant le 30 mai, un compte rendu des opérations de l'année précédente et des résultats de ce contrôle devra être adressé au secrétaire d'Etat aux colonies.



ART. 5. — Les haut commissaire, gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 31 décembre 1940.

*Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,*  
YVES BOUTHILLIER.

*Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies,*  
AMIRAL PLATON.

#### Sûreté de l'Etat en temps de guerre

ARRETE N° 172 promulguant au Togo les loi et décret du 27 janvier 1941 relatifs à la réglementation de la radiotélégraphie et de la radiotéléphonie en cas de mobilisation, de danger de guerre ou d'état de siège.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 15 décembre 1938 réglementant le fonctionnement de la radiotélégraphie et de la radiotéléphonie en cas de mobilisation, de tension politique ou de proclamation de l'état de siège sans conflit extérieur, promulgué au Togo par arrêté n° 560 D. N. du 27 août 1939;

Vu l'instruction locale n° 144 Mob. du 22 mars 1939 sur l'application au Togo du décret type du 15 décembre 1938 susvisé, publiée au J. O. T. du 1<sup>er</sup> septembre 1939, page 388;

Vu les loi et décret du 27 janvier 1941;

Vu les instructions en date du 13 mars 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France :

1° — La loi du 27 janvier 1941 qui fixe les sanctions applicables aux infractions à la réglementation de la radiotélégraphie et de la radiotéléphonie définie par le décret du 15 décembre 1938 et ses modificatifs subséquents;

2° — Le décret du 27 janvier 1941 qui modifie les articles 3 et 5 et abroge les articles 15 et 15 bis du décret du 15 décembre 1938, lui-même modifié par le décret du 16 avril 1940, relatif à la réglementation de la radiotélégraphie et de la radiotéléphonie en cas de mobilisation, de danger de guerre ou d'état de siège.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 avril 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,  
Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les infractions aux prescriptions du décret du 15 décembre 1938 relatif à la réglementation de la radiotélégraphie et de la radiotéléphonie en cas de mobilisation, de danger de guerre, d'état de siège, modifié par le décret du 27 janvier 1941, seront punies conformément aux dispositions de l'article 2 ci-après.

ART. 2. — 1° — Le maintien des postes radioélectriques non autorisés, l'établissement de postes radioélectriques frauduleux, l'usage de ces postes, la communication à des tiers de renseignements reçus ou transmis par radiotélégraphie ou radiotéléphonie intéressant la défense nationale et la sûreté de l'Etat, seront punis sans préjudices de toutes autres peines, s'il y a lieu, d'une amende de 16 à 5.000 francs.

Dans tous les cas la saisie des appareils sera ordonnée et la confiscation devra obligatoirement être prononcée.

En cas de récidive, la peine d'amende pourra être portée de 50 à 10.000 francs;

2° — Les mêmes peines seront applicables en cas de maintien d'établissement ou d'usage de postes radioélectriques émetteurs ou récepteurs, à bord d'un navire de commerce ou de plaisance de toute nationalité, en violation des mesures prises en application des dispositions des paragraphes 1<sup>er</sup>, 2 et 3 de l'article 5 du décret du 15 décembre 1938.

Les mêmes peines seront également applicables à tout capitaine d'un navire de commerce ou de plaisance :

a) Qui n'aura pas souscrit la déclaration prévue au paragraphe 4 de l'article 5 du décret du 15 décembre 1938 ou qui aura souscrit une fausse déclaration;

b) Qui n'aura pas exécuté les ordres reçus de l'autorité militaire, maritime ou du chef de la colonie concernant les dispositions à prendre relativement aux installations radioélectriques de son bâtiment;

c) Qui, ayant connu l'existence à bord de son navire d'un poste clandestin émetteur ou récepteur, ne l'aura pas signalé à l'autorité militaire, maritime ou au chef de la colonie;

3° — Les dirigeants ou exploitants de stations radioélectriques d'émissions privées, dont l'autorisation d'exploitation a été maintenue en temps de guerre, sont tenus de respecter scrupuleusement les modalités de trafic définies par les textes concernant les conditions techniques d'exploitation et l'échange des communications notamment par l'article 7 du décret du 15 décembre 1938.

Les infractions aux dispositions du paragraphe ci-dessus, même si elles ne présentent pas un caractère nuisible à la défense nationale et à la sûreté de l'Etat, seront punies sans préjudice de toutes autres peines, s'il y a lieu, d'une amende de 16 à 5.000 francs.

La saisie temporaire pour une durée ne pouvant excéder un an ou la confiscation définitive de l'appareil pourront, en outre, être ordonnées.

En cas de récidive, la peine d'amende pourra être portée de 50 à 10.000 francs.

ART. 3. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 27 janvier 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte,  
ministre secrétaire d'Etat à la marine,*  
Amiral DARLAN.

*Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*  
Raphaël ALIBERT.

*Le général d'armée,  
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*  
Général HUNTZIGER.

*Le ministre secrétaire d'Etat  
aux affaires étrangères,*  
P.-E. FLANDIN.

*Le général de brigade aérienne,  
secrétaire d'Etat à l'aviation,*  
Général BERGERET.

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,*  
Marcel PEYROUTON.

*Le contre-amiral,  
secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

*Le secrétaire d'Etat aux communications,*  
Jean BERTHELOT.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur la proposition de l'amiral de la flotte, ministre secrétaire d'Etat à la marine, commandant en chef des forces maritimes françaises, du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, du ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, du ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, du général d'armée, ministre secrétaire d'Etat à la guerre, du général de brigade aérienne, secrétaire d'Etat à l'aviation, du contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies et du secrétaire d'Etat aux communications;

Vu le décret du 15 décembre 1938, modifié par le décret du 16 avril 1940, relatif à la réglementation de la radiotélégraphie, de la radiotéléphonie en cas de mobilisation, de danger de guerre, d'état de siège;

Vu le décret du 29 juillet 1939, portant codification des dispositions relatives aux crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le premier paragraphe de l'article 3 du décret du 15 décembre 1938 est remplacé par le suivant :

« Les postes privés radioélectriques de réception sont laissés en principe à la disposition de leurs détenteurs dans les mêmes conditions qu'en temps de paix. Toutefois, pour ce qui concerne les postes récepteurs installés à bord des véhicules, le propriétaire du véhicule est tenu d'en faire la déclaration à la préfecture de son département ».

(Le reste de l'article 3 n'est pas modifié).

ART. 2. — L'article 5 du décret du 15 décembre 1938 est remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 5. — 1<sup>o</sup> — Dans les ports de la métropole et des territoires d'outre-mer, suivant les ordres donnés

par l'autorité militaire, maritime ou le chef de la colonie, l'une des dispositions suivantes est appliquée à bord des bâtiments de commerce neutres, et des bâtiments de plaisance français et étrangers :

a) Mise sous scellés des cabines des postes radioélectriques avec déconnection des antennes et des cadres;

b) Mise sous scellés dans un local du bord de tous les récepteurs radioélectriques (y compris ceux de radiodiffusion) et des pièces conditionnant le fonctionnement des émetteurs, prélevées sur ces derniers;

c) Débarquement et mise sous séquestre pendant tout le séjour du bâtiment dans le port de tout ou partie des appareils radioélectriques ou autres, installés à bord, pouvant être utilisés, pour la réception ou la transmission des messages;

2<sup>o</sup> — Les dispositions suivantes sont appliquées aux bâtiments de commerce français :

Dans les ports de la métropole les cabines des postes radioélectriques sont mises sous scellés;

Dans les ports des territoires d'outre-mer les dispositifs de mise en marche de tous les appareils d'émission sont mis sous scellés, la réception restant seule permise; si cette mesure n'est pas réalisable, la cabine de T. S. F. elle-même est mise sous scellés.

Les dispositions précédentes concernant les bâtiments de commerce français dans les ports des territoires d'outre-mer sont appliquées aux bâtiments de commerce des nations alliées dans les ports français de la métropole et des territoires d'outre-mer.

Toutefois, si l'autorité militaire, maritime ou le chef de la colonie en donne l'ordre, la possibilité de recevoir par T. S. F. (récepteurs de radiodiffusion compris ou non) est enlevée aux bâtiments de commerce français dans les ports des territoires d'outre-mer ou aux bâtiments de commerce des nations alliées dans les ports de la métropole et des territoires d'outre-mer;

3<sup>o</sup> — A bord de tout bâtiment de commerce et de tout bâtiment de plaisance, aucune opération de réparation dans des postes radioélectriques ou des locaux de T. S. F., aucune modification, aucune installation nouvelle d'appareils radioélectriques ne peut être faite sans l'approbation des autorités militaires ou maritimes locales dans la métropole, des gouverneurs ou résidents dans les colonies ou les pays de protectorat et des commissaires de la République dans les territoires sous mandat;

4<sup>o</sup> — En arrivant au port, sur demande de la police de navigation, le capitaine de tout navire de commerce ou de plaisance est tenu de remettre une déclaration sur l'installation radioélectrique du navire (tous émetteurs et tous récepteurs y compris ceux de radiodiffusion);

5<sup>o</sup> — Le capitaine est responsable de l'exécution des ordres reçus de l'autorité militaire, maritime ou du chef de la colonie concernant les dispositions à prendre relativement aux installations radioélectriques de son bâtiment.

ART. 3. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent décret, notamment les articles 15 et 15 bis du décret du 15 décembre 1938, modifié par le décret du 16 avril 1940.

ART. 4. — Le ministre secrétaire d'Etat à la marine, le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, les ministres secrétaires d'Etat aux affaires étrangères, à l'intérieur et à la guerre, les secrétaires

d'Etat à l'aviation, aux colonies et aux communications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 27 janvier 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte,  
ministre secrétaire d'Etat à la marine,*  
Amiral DARLAN.

*Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*  
Raphaël ALIBERT.

*Le général d'armée,  
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*  
Général HUNTZIGER.

*Le ministre secrétaire d'Etat  
aux affaires étrangères,*  
P.-E. FLANDIN.

*Le général de brigade aérienne,  
secrétaire d'Etat à l'aviation,*  
Général BERGERET.

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,*  
Marcel PEYROUTON.

*Le contre-amiral,  
secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

*Le secrétaire d'Etat aux communications,*  
Jean BERTHELOT.

#### Saccharine

ARRETE N° 176 promulguant au Togo le décret du 6 février 1941 qui donne aux chefs des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français relevant du secrétariat d'Etat aux colonies pouvoir pour déterminer par arrêtés les dispositions des décrets des 24 avril, 15 juillet et 4 septembre 1940, relatifs à l'emploi de la saccharine.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 16 janvier 1941 rendant applicables dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies les dispositions du décret du 24 avril 1940 relatif à la détention, la vente et l'emploi de la saccharine, promulgué au Togo le 20 mars 1941;

Vu le décret du 6 février 1941;

Vu les instructions en date du 28 mars 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 6 février 1941 qui donne aux chefs des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français relevant du secrétariat d'Etat aux colonies pouvoir pour déterminer par arrêtés les dispositions des décrets des 24 avril, 15 juillet et 4 septembre

1940, relatifs à l'emploi de la saccharine dans la préparation de certaines denrées et boissons, qui seront applicables au territoire placé sous leur autorité.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 avril 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur la proposition du contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies:

Vu le décret du 16 janvier 1941, étendant aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat français les dispositions du décret du 24 avril 1940 relatif à l'emploi de la saccharine;

Vu le décret du 24 avril 1940 relatif à l'emploi de la saccharine dans la préparation de certaines denrées et boissons, modifié par le décret du 15 juillet 1940;

Vu le décret du 4 septembre 1940 relatif à l'emploi de la saccharine dans la préparation de certaines denrées et boissons;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions des décrets des 24 avril, 15 juillet et 4 septembre 1940 relatifs à la circulation et à l'emploi de la saccharine dans la préparation de certaines denrées et boissons qui seront applicables aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat français relevant du secrétariat d'Etat aux colonies seront déterminées par des arrêtés particuliers pris par les chefs de chaque territoire.

ART. 2. — Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies, les hauts commissaires, gouverneurs généraux, gouverneurs des colonies et territoires sous mandat sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 6 février 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

#### Conventions internationales — Prohibition de sortie — Créances commerciales

ARRETE N° 180 portant promulgation.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 16 novembre 1940, mettant en vigueur, pour la durée de la convention d'armistice, l'accord de compensation franco-allemand conclu le 14 novembre 1940, promulgué au Togo le 16 janvier 1941;

Vu le décret du 13 septembre 1940 relatif aux prohibitions de sortie de certaines marchandises, promulgué au Togo le 5 mars 1941;

Vu le décret du 11 octobre 1939 déclarant applicable aux territoires sous mandat et pays de protectorat relevant du ministère des colonies le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1939 relatif à la déclaration des biens, droits et intérêts en pays ennemi ou occupé par l'ennemi, promulgué au Togo le 10 novembre 1939;

Vu les décrets des 8 et 9 février 1941;

Vu les instructions en date du 31 mars 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

### ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France :

1<sup>o</sup> — le décret du 8 février 1941 qui met en application en France, en Algérie et dans les territoires relevant de l'autorité du secrétaire d'Etat aux colonies, le protocole du 1<sup>er</sup> février 1941 relatif à l'application aux paiements franco-hollandais de l'accord de compensation pour les paiements franco-allemands du 14 novembre 1940;

2<sup>o</sup> — le décret du 8 février 1941 établissant une prohibition de sortie pour les plumes et duvets;

3<sup>o</sup> — le décret du 8 février 1941 établissant une prohibition de sortie pour les pelleteries préparées ou en morceaux cousus;

4<sup>o</sup> — le décret du 9 février 1941 qui prévoit l'obligation de déclarer à l'Office des changes (service de la compensation) les créances impayées ou bloquées dans le pays débiteur, résultant de l'exportation vers le Brésil, la Finlande, l'Italie et les possessions italiennes de marchandises originaires ou en provenance du territoire douanier français, des colonies et territoires africains sous mandat français.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 avril 1941.

J. DELPECH.

### Conventions internationales

#### Payements franco-hollandais

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, du ministre secrétaire d'Etat aux finances, du ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail, du ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture, du ministre secrétaire d'Etat à la marine, du ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, du secrétaire d'Etat au ravitaillement et du secrétaire d'Etat aux colonies;

### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le protocole relatif à l'application aux paiements franco-hollandais de l'accord de compensation pour les paiements franco-allemands du 14 novembre 1940, signé à Wiesbaden, le 1<sup>er</sup> février 1941, et dont la teneur suit, est approuvé et entrera en vigueur le lendemain de sa publication au *Journal officiel*.

#### PROTOCOLE DU 1<sup>er</sup> FEVRIER 1941

RELATIF A L'APPLICATION AUX PAYEMENTS FRANCO-HOLLANDAIS DE L'ACCORD DE COMPENSATION POUR LES PAYEMENTS FRANCO-ALLEMANDS DU 14 NOVEMBRE 1940.

1

L'accord de compensation pour les paiements franco-allemands du 14 novembre 1940 sera appliqué, avec effet immédiat, aux paiements entre la partie du territoire français occupée par les troupes alleman-

des, ainsi que la partie non occupée de la France, y compris les colonies françaises, les protectorats et les territoires sous mandat français,

D'une part;

et les territoires hollandais occupés,

D'autre part.

Les dispositions qui suivent s'appliqueront à cet égard :

1. — Dans la mesure où, pour l'exécution de certains paiements, une autre modalité n'est pas prévue d'accord entre les deux gouvernements, sont à transférer par compensation, dans les deux sens :

a) Les paiements pour l'importation de marchandises françaises de France dans les territoires hollandais occupés et de marchandises des territoires hollandais occupés de ces territoires en France;

b) Les paiements de frais accessoires afférents au trafic des marchandises et au transit;

c) Les rétributions pour services;

d) Les paiements pour prestations d'ordre intellectuel, par exemple brevets, licences, droits d'auteur et location de films;

e) Les prestations des assurances sociales, les secours et prestations analogues, pour autant que se présente le cas de rigueur particulière (dringender Härtefall);

f) Les économies résultant des salaires d'ouvriers et de prisonniers de guerre;

g) Les paiements afférents au commerce des assurances, y compris les réassurances, pour autant que les engagements sont libellés en francs français, florins hollandais et reichsmarks. Dans la mesure où les engagements sont souscrits dans une autre monnaie et où les parties doivent exécuter leurs engagements par des paiements effectifs dans la monnaie tierce, les engagements doivent être exécutés effectivement dans cette monnaie;

h) Les avoirs à vue dans les banques et autres établissements de crédit pour autant que ces avoirs existaient à la date du 10 mai 1940;

i) Dans des cas exceptionnels, d'accord entre les services compétents, des paiements autres que ceux visés sous a, h.

En ce qui concerne les paiements de France vers les territoires hollandais occupés, les revenus de capitaux de toute sorte seront également transférés par le mécanisme de compensation.

2. — Les versements effectués dans les territoires hollandais occupés seront virés par l'intermédiaire de l'institut de clearing hollandais, à la Haye; à la Deutsche Verrechnungskasse, à Berlin. Celle-ci portera les montants destinés à des bénéficiaires de la partie de la France occupée par les troupes allemandes au crédit du compte en reichsmarks « France A », et les montants destinés à des bénéficiaires de la partie non occupée de la France au crédit du compte en reichsmarks « France B » de l'office de compensation de Paris auprès de la Deutsche Verrechnungskasse, à Berlin. L'office de compensation de Paris procédera aux paiements en France, à concurrence des sommes créditées en reichsmarks, dès réception des avis de crédit.

Les paiements de France vers les territoires hollandais occupés seront effectués par l'office de compensation de Paris pour les paiements provenant de la partie occupée de la France par utilisation de son avoir au compte en reichsmarks « France A » auprès de la Deutsche Verrechnungskasse, et, pour les paiements provenant de la partie non occupée

de la France, par utilisation de son avoir au compte en reichsmarks « France B » auprès de la Deutsche Verrechnungskasse. La Deutsche Verrechnungskasse portera immédiatement les montants en reichsmarks notifiés au crédit du compte en reichsmarks de l'institut de clearing hollandais à la Haye (Nederlandsch Clearing Institut, la Haye, compte en reichsmarks n° 1065). L'institut de clearing hollandais versera immédiatement aux intéressés la contre-valeur des montants notifiés en reichsmarks.

3. — Pour la conversion des florins hollandais en reichsmarks et inversement, sera appliqué le cours moyen coté à la bourse de Berlin à la dernière séance précédant le jour du paiement. Pour la conversion des reichsmarks en francs français et inversement, il sera fait application de l'article 5, chiffre 1, de l'accord de compensation pour les paiements franco-allemands du 14 novembre 1940.

Si les engagements sont libellés dans une monnaie autre que le franc français, le florin hollandais ou le reichsmark, la conversion en reichsmarks s'effectue sur la base du cours moyen de la monnaie en question coté à la bourse de Berlin à la dernière séance précédant le jour du paiement.

## II

Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas, en principe, aux obligations résultant de livraisons de marchandises et de prestations de services effectuées entre le 10 mai 1940 et le 24 juin 1940. En ce qui concerne ces obligations, le Gouvernement français et le Gouvernement allemand se réservent d'autoriser le paiement dans des cas particuliers.

Fait en double exemplaire en français et en allemand.

Wiesbaden, le 1<sup>er</sup> février 1941.

Pour le Gouvernement français :  
BOISANGER.

Pour le Gouvernement allemand :  
HEMMEN.

ART. 2. — Le présent décret est applicable à l'Algérie et aux territoires relevant de l'autorité du secrétaire d'Etat aux colonies.

Le ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères est chargé de prendre les dispositions nécessaires pour en rendre les prescriptions applicables aux pays de protectorat tunisien ou marocain, ainsi qu'aux Etats du Levant sous mandat français.

ART. 3. — Le ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, le ministre secrétaire d'Etat aux finances, le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail, le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture, le ministre secrétaire d'Etat à la marine, le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, le secrétaire d'Etat au ravitaillement et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 8 février 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat  
aux affaires étrangères,*

P.-E. FLANDIN.

*Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,*  
Yves BOUTHILLIER.

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à la production industrielle et au travail,*  
René BELIN.

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture,*  
Pierre CAZIOT.

*Le ministre secrétaire d'Etat à la marine,*  
Amiral DARLAN.

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,*  
Marcel PEYROUTON.

*Le secrétaire d'Etat au ravitaillement,*  
Jean ACHARD.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

## Prohibitions de sortie

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938;

Vu le décret du 29 juillet 1940;

Vu le décret du 13 septembre 1940;

Vu le code des douanes;

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, du ministre secrétaire d'Etat aux finances, du ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail, du ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur et du secrétaire d'Etat aux colonies;

## DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — La liste A annexée au décret du 13 septembre 1940, portant prohibition d'exportation de certaines marchandises, est complétée comme suit :

NUMÉROS du tarif douanier	DÉSIGNATION des MARCHANDISES	MINISTÈRES responsables
26-6	Plumes à lit brutes	P
Ex. 26-7	Duvet brut	P

ART. 2. — Le ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, le ministre secrétaire d'Etat aux finances, le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail, le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 8 février 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat  
aux affaires étrangères,*

P.-E. FLANDIN.

*Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,*  
Yves BOUTHILLIER.

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à la production industrielle et au travail,*  
René BELIN.

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,*  
Marcel PEYROUTON.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938;

Vu le décret du 29 juillet 1940;

Vu le décret du 13 septembre 1940;

Vu le code des douanes;

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat aux finances, du ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail, du ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, du ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, du ministre secrétaire d'Etat à la marine et du secrétaire d'Etat aux colonies;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — La liste A des marchandises dont la sortie est prohibée, annexée au décret du 13 septembre 1940, est complétée comme suit :

NUMÉROS du tarif douanier	DÉSIGNATION des MARCHANDISES	MINISTÈRE responsable
493 A à D	Pelletteries préparées ou en morceaux cousus	P

ART. 2. — Les ministres secrétaires d'Etat aux finances, à la production industrielle et au travail, aux affaires étrangères, à l'intérieur, à la marine et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 8 février 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à la production industrielle et au travail,*  
René BELIN.

*Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,*  
Yves BOUTHILLIER.

*Le ministre secrétaire d'Etat  
aux affaires étrangères,*  
P.-E. FLANDIN.

*Le ministre secrétaire d'Etat à la marine,*  
Amiral DARLAN.

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,*  
Marcel PEYROUTON.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

#### Créances commerciales

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, du ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, du ministre secrétaire d'Etat aux finances et du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu l'article 17 du code des douanes;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1939 relatif à la déclaration des biens, droits et intérêts en pays ennemis ou occupés par l'ennemi;

Vu la loi du 18 octobre 1940 relative à l'organisation et aux attributions de l'office des changes;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les créances impayées ou bloquées dans le pays débiteur, résultant de l'exportation vers le Brésil, la Finlande, l'Italie et les possessions italiennes de marchandises originaires ou en provenance du territoire douanier français, des colonies et territoires africains sous mandat français, doivent être déclarées à l'office des changes (service de la compensation).

Ces déclarations devront préciser le nom du débiteur, le montant de chaque créance et son échéance.

Elles devront être produites avant le 31 mars 1941.

ART. 2. — Les déclarations déjà faites à l'office des biens et intérêts privés par application du décret du 1<sup>er</sup> octobre 1939 n'auront pas à être renouvelées; ces déclarations seront communiquées à l'office des changes (service de la compensation).

ART. 3. — Le présent décret est applicable à l'Algérie et aux territoires relevant de l'autorité du secrétaire d'Etat aux colonies.

Le ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères est chargé de prendre les dispositions nécessaires pour en rendre les prescriptions applicables aux pays de protectorat tunisien ou marocain, ainsi qu'aux Etats du Levant sous mandat français.

ART. 4. — Le ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, le ministre secrétaire d'Etat aux finances et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 9 février 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat  
aux affaires étrangères,*  
P. E. FLANDIN.

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,*  
Marcel PEYROUTON.

*Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,*  
Yves BOUTHILLIER.

*Le contre-amiral,  
secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

#### Déchéance de la nationalité française

ARRETE N° 177 promulguant au Togo les lois des 28 février et 8 mars 1941 relatives à la déchéance de la nationalité française.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;



Vu la loi du 10 septembre 1940 relative à la déchéance de la nationalité française, promulguée au Togo le 5 octobre 1940;

Vu la loi du 20 novembre 1940 complétant celle du 10 septembre 1940 susvisée, promulguée au Togo le 23 décembre 1940;

Vu les lois des 28 février et 8 mars 1941;

Vu les instructions en date du 27 mars 1941 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulguées dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France :

1<sup>o</sup> — La loi du 28 février 1941 qui complète l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 23 juillet 1940 relative à la déchéance de la nationalité française des Français qui ont quitté le territoire métropolitain entre le 10 mai et le 30 juin 1940 pour se rendre à l'étranger sans motif légitime ou ordre de mission régulier, et étend cette déchéance à tout Français qui, hors du territoire métropolitain, trahit par ses actes, discours ou écrits les devoirs qui lui incombent en tant que membre de la communauté nationale;

2<sup>o</sup> — La loi du 8 mars 1941 étendant à tout Français qui, sans autorisation du Gouvernement et à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1940, s'est rendu ou se rendra dans la zone dissidente, les dispositions de la loi du 10 septembre 1940 relative à la déchéance de la nationalité française à l'égard des Français qui, à partir du 10 mai 1940, auront quitté, sans ordre de mission régulier ou sans motif légitime, un territoire d'outre-mer relevant des départements de l'intérieur, des affaires étrangères ou des colonies pour se rendre à l'étranger.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 avril 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 23 juillet 1940 est complété, in fine, par les dispositions suivantes :

« Cette déchéance sera également prononcée contre « tout Français qui, hors du territoire métropolitain, « trahit par ses actes, discours ou écrits, les devoirs « qui lui incombent en tant que membre de la communauté nationale ».

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 28 février 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte,  
ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères  
et à l'intérieur,*

Amiral DARLAN.

*Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*  
Joseph BARTHÉLÉMY.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

*La loi du 23 juillet 1940 a été publiée au J. O. F.  
du 16 octobre 1940 — page 472.*

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de la loi du 10 septembre 1940, relative à la déchéance de la nationalité à l'égard des Français qui auront quitté les territoires d'outre-mer, sont applicables à tout Français qui, sans autorisation du Gouvernement et à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1940, s'est rendu ou se rendra dans une zone dissidente.

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 8 mars 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,  
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*

Joseph BARTHÉLÉMY.

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'intérieur et aux affaires étrangères,*  
Amiral DARLAN.

*Le général d'armée,  
commandant en chef des forces terrestres,  
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*

Général HUNTZIGER.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

#### Offices des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation

ARRETE No 184 promulguant au Togo la loi du 28 février 1941 relative à la suspension des sessions des conseils d'administration des offices des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation, des colonies et des territoires sous mandat.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 28 février 1941;

Vu les instructions en date du 31 mars 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 28 février 1941 qui suspend les sessions des conseils d'administration des offices des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation des colonies et des territoires sous mandat et transfère



les pouvoirs dévolus à ces assemblées aux haut-commissaire, gouverneurs généraux ou gouverneurs, présidents respectifs de ces offices.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 avril 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

### DÉCRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les sessions des conseils d'administration des offices des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation des colonies et des territoires sous mandat, sont suspendues.

Les pouvoirs dévolus à ces assemblées seront exercés par les haut-commissaire, ou gouverneurs généraux, ou gouverneurs, présidents respectifs de ces offices.

ART. 2. — Sont abrogées toutes dispositions contraires ou incompatibles avec celles qui précèdent.

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 28 février 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le vice-président du conseil,*

*ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et à l'intérieur.*

Amiral DARLAN.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*  
Amiral PLATON.

RECTIFICATIF au décret du 16 novembre 1940 relatif à l'accord de compensation franco-allemand signé le 14 novembre 1940 à Wiesbaden.

J. O. Togo N° 418 du 1<sup>er</sup> février 1941 — page 57

Page 57, 1<sup>re</sup> colonne, art. 5, alinéa 2, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> lignes:

*Au lieu de :*

« énumérées à l'article 2 (paragraphe 2, a, d) »

*Lire :*

« . . . . . (paragraphe 2, a à d inclus) »

Page 57, 1<sup>re</sup> colonne, art. 5, alinéa 2, 10<sup>e</sup> ligne :

*Au lieu de :*

« énumérées à l'article 2 (paragraphe 2, e, g) »

*Lire :*

« . . . . . (paragraphe 2, e à g inclus) »

Page 57, 1<sup>re</sup> colonne, art. 5, alinéa 3, 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> lignes:

*Au lieu de :*

« énumérées à l'article 2 (paragraphe 2, a, d) »

*Lire :*

« . . . . . (paragraphe 2, a à d inclus) »

Page 57, 1<sup>re</sup> colonne, art. 5, alinéa 3, 15<sup>e</sup> ligne :

*Au lieu de :*

« énumérées à l'article 2 (paragraphe 2, e, g) »

*Lire :*

« . . . . . (paragraphe 2, e à g inclus) »

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Sociétés indigènes de prévoyance

ARRETE N° 161 modifiant l'arrêté n° 137 du 14 mars 1941 fixant pour l'année 1941 les taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 137 du 14 mars 1941 modifiant pour l'année 1941 les taux des cotisations de certaines sociétés indigènes de prévoyance;

Vu le T. L. n° 307 du 20 mars 1941 du président de la S. I. P. de Klouto et la transmission n° 904 du 21 mars 1941 du commandant de cercle du centre;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est modifié comme suit l'article premier de l'arrêté n° 137 du 14 mars 1941 susvisé :

« Société indigène de prévoyance de Klouto

a) Section de l'Agotimé . . . . . 15 frs.

b) Toutes autres sections . . . . . 21,50

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1<sup>er</sup> avril 1941.

J. DELPECH.

### Personnel

ARRETE N° 162 portant interdiction d'employer dans les services du territoire du Togo, les anciens agents de l'administration, révoqués, licenciés ou démissionnaires.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — En dehors des cas prévus par les lois et décrets, les anciens agents de l'administration, révoqués, licenciés ou démissionnaires ne pourront être employés dans aucun des services du territoire du Togo soit comme contractuels, soit comme auxiliaires, soit comme journaliers.

Cette mesure ne vise pas les agents qui ont dû quitter l'administration soit pour des raisons de santé, soit pour cause de suppression d'emploi.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1<sup>er</sup> avril 1941.

J. DELPECH.

## Forêts

ARRETE N° 167 portant classement de la forêt fétiche de Tohoun.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du territoire du Togo;

Vu le procès-verbal en date du 13 février 1941 de la commission de classement;

Après avis du receveur des domaines;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est incorporé dans le domaine forestier classé :

— Le massif boisé montagneux situé au Sud-Est du village Tohoun et considéré comme bois fétiche.

— Ce classement n'a d'autre but que celui d'aider les féticheurs à sauvegarder ces lambeaux de forêts de la destruction, en les faisant bénéficier de la protection réglementaire assurée au domaine forestier classé par le décret du 5 février 1938.

— Après le classement, tout en respectant la célébration du culte des ancêtres, cette forêt sera soustraite aux droits d'usages autres que ceux définis par l'article 14 du décret du 5 février 1938.

ART. 2. — Les droits d'usage maintenus sur la forêt sont ceux énumérés à l'article 14 du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier du Territoire.

ART. 3. — La répression des infractions au présent arrêté s'effectuera conformément aux dispositions du titre V du décret du 5 février 1938.

ART. 4. — Le commandant de cercle d'Atakpamé, les agents du service des eaux, forêts et chasse, les agents du service de l'agriculture, sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 avril 1941.

J. DELPECH.

ARRETE N° 168 portant classement de la forêt de Djemegni (cercle d'Atakpamé).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du territoire du Togo;

Vu le procès-verbal en date du 13 février 1941 de la commission de classement;

Après avis du receveur des domaines;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est constitué en forêt classée le territoire dont les limites sont définies comme suit :

1° — Au nord :

L'ancienne piste Djemegni-Tsagba.

2° — A l'est :

Un petit affluent de la rivière Kodo qui vient couper la route Nuatja-Tohoun (point A).

3° — Au sud :

La lisière de la forêt, et de la savane boisée à proximité du cours de la rivière Kodo (limite de la galerie forestière de la Kodo).

4° — A l'ouest :

Une droite en direction N. S. (magnétique) partant du point où la rivière Kodo coupe la route Nuatja-Tohoun (pont en fer) sur une distance d'environ 1 Km. 200 et venant aboutir à l'ancienne piste Djemegni-Tsagba.

ART. 2. — Les droits d'usage maintenus sur la forêt sont ceux énumérés à l'article 14 du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier du Territoire.

ART. 3. — La répression des infractions au présent arrêté s'effectuera conformément aux dispositions du titre V du décret du 5 février 1938.

ART. 4. — Le commandant de cercle d'Atakpamé, les agents du service des eaux, forêts et chasse; les agents du service de l'agriculture, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 avril 1941.

J. DELPECH.

ARRETE N° 169 portant classement de la forêt d'Asrama (cercle d'Atakpamé).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du territoire du Togo;

Vu le procès-verbal en date du 13 février 1941 de la commission de classement;

Après avis du receveur des domaines;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est constitué en forêt classée le territoire dont les limites sont définies comme suit :

#### 1<sup>o</sup> — Au nord :

Le cours de la rivière Asrama entre les points B où cette rivière coupe la route Nuatja-Tohoun.

#### 2<sup>o</sup> — A l'est :

Le cours de la rivière Asrama jusqu'au point où coupe la piste Gboléwédji-Todomé (point C).

#### 3<sup>o</sup> — Au sud :

L'ancienne piste Gboléwédji-Todomé du point C à point D.

#### 4<sup>o</sup> — A l'ouest :

Une droite d'environ 7 Km. 500 partant du point en direction nord-sud (magnétique) et aboutissant au point A où cette rivière coupe la route Nuatja-Tohoun.

ART. 2. — Les droits d'usage maintenus sur la forêt sont ceux énumérés à l'article 14 du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier du Territoire.

ART. 3. — La répression des infractions au présent arrêté s'effectuera conformément aux dispositions du titre V du décret du 5 février 1938.

ART. 4. — Le commandant de cercle d'Atakpamé, les agents du service des eaux, forêts et chasse, les agents du service de l'agriculture, sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 avril 1941.

J. DELPECH.

### ARRETE N° 170 portant classement de la forêt de Tététou-Sud (cercle d'Atakpamé).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du territoire du Togo;

Vu le procès-verbal en date du 13 février 1941 de la commission de classement;

Après avis du receveur des domaines;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est constitué en forêt classée le territoire dont les limites sont définies comme suit :

#### 1<sup>o</sup> — A l'est :

La piste du village Tététou à Boélé au village Boélé du point où la rivière Kundo coupe cette piste (point A) jusqu'au point où la rivière Chuade coupe également cette piste (point B).

#### 2<sup>o</sup> — Au sud :

Le cours de la rivière Chuade du point B au point C. De ce point une droite d'environ 1 kilomètre en direction est-ouest (magnétique) venant aboutir à la piste de Boliwédji à Todomé (point D).

#### 3<sup>o</sup> — Au nord :

Le cours de la rivière Kundo au point où cette rivière coupe la route Nuatja-Tohoun (point E) et la piste Tététou-Boélé (point A).

#### 4<sup>o</sup> — A l'ouest :

Une droite d'environ 6 Km. 250 en direction N. S. (magnétique) partant du point D et aboutissant au point E (point où la rivière Kundo coupe la route Nuatja-Tohoun).

ART. 2. — Les droits d'usage maintenus sur la forêt sont ceux énumérés à l'article 14 du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier du Territoire.

ART. 3. — La répression des infractions au présent arrêté s'effectuera conformément aux dispositions du titre V du décret du 5 février 1938.

ART. 4. — Le commandant de cercle d'Atakpamé, les agents du service des eaux, forêts et chasse, les agents du service de l'agriculture, sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 avril 1941.

J. DELPECH.

### ARRETE N° 171 portant classement de la forêt de Tététou-Nord (cercle d'Atakpamé).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du territoire du Togo;

Vu le procès-verbal en date du 13 février 1941 de la commission de classement;

Après avis du receveur des domaines;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est constitué en forêt classée le territoire dont les limites sont définies comme suit :

#### 1<sup>o</sup> — Au sud :

Du point où la rivière Kundo coupe la route Nuatja-Tohoun (point A) et situé à environ à 2 Km. 750 du village Tététou et la jonction des routes Nuatja-Tohoun et Tététou-Atakpamé (point B).

#### 2<sup>o</sup> — A l'est :

L'ancienne route Tététou-Atakpamé passant par le village Sagada jusqu'au point où la rivière Awu coupe cette route.

#### 3<sup>o</sup> — Au nord :

Par la rivière Awu jusqu'au point où elle coupe l'ancienne piste allant du village Sagada au village Tsagba.

4<sup>e</sup> — A l'ouest :

L'ancienne piste Sagada Tsagba et le cours de la rivière Kundo.

ART. 2. — Les droits d'usage maintenus sur la forêt sont ceux énumérés à l'article 14 du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier du Territoire.

ART. 3. — La répression des infractions au présent arrêté s'effectuera conformément aux dispositions du titre V du décret du 5 février 1938.

ART. 4. — Le commandant de cercle d'Atakpamé, les agents du service des eaux, forêts et chasse, les agents du service de l'agriculture, sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 avril 1941.

J. DELPECH.

## Produits et denrées de première nécessité

ARRETE N° 174 complétant la liste des produits et denrées de première nécessité détenus par le commerce local dont la vente est limitée.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 369 du 5 août 1939 portant limitation temporaire de la vente de certains produits et denrées de première nécessité détenus par le commerce local;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est complétée comme suit la liste des produits et denrées de première nécessité détenus par le commerce local dont la vente est limitée.

## « Allumettes chimiques »

ART. 2. — La quantité maxima pouvant être mise en vente mensuellement est fixée à 60.000 boîtes, soit 5.000 paquets de 12 boîtes.

ART. 3. — La vente en gros des allumettes en boîtes zinguées de 100 paquets est interdite.

ART. 4. — La quantité maxima pouvant être vendue à une même personne est fixée à 5 paquets.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 7 avril 1941.

J. DELPECH.

DECISION N° 276 portant libération de certains stocks de produits de première nécessité.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 368 du 5 août 1940 ordonnant le blocage temporaire des stocks de certains produits de première nécessité détenus par le commerce local;

Vu les décisions subséquentes portant déblocage partiel desdits stocks;

## DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Sont libérées à la date du 1<sup>er</sup> avril 1941 sur les stocks de sécurité constitués conformément aux dispositions de l'arrêté n° 368 du 5 août 1940, les quantités ci-après :

## SUCRE :

F. A. O. . . . .	2.500 kgs.
S. C. O. A. . . . .	3.200 —
U. A. C. . . . .	2.000 —

## Riz :

S. C. O. A. . . . .	1.000 kgs.
John Holt . . . . .	2.500 —

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 7 avril 1941.

J. DELPECH.

## Organisation administrative

ARRETE N° 175 modifiant et complétant l'arrêté n° 466 du 6 novembre 1940 portant création et organisation du service de la sûreté au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 25 juin 1940 portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'arrêté n° 466 du 6 novembre 1940 portant création et organisation du service de la sûreté;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 6 de l'arrêté susvisé du 6 novembre 1940 est modifié et complété ainsi qu'il suit :

Tous les renseignements intéressant l'ordre public et la sûreté politique du Territoire recueillis dans les cercles et les subdivisions sont adressés immédiatement par les voies les plus rapides par les commandants de circonscription administrative intéressés, au chef-lieu du Territoire (bureau des affaires politiques — service de sûreté).

Les informations recueillies intéressant l'Afrique Française sont adressées dans les mêmes conditions au chef-lieu du Territoire (bureau des affaires politiques et service de sûreté). Elles sont transmises au

Haut-Commissariat de l'Afrique Française (direction de la sûreté générale), accompagnées, le cas échéant, des observations du Commissaire de France.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 avril 1941.

J. DELPECH.

#### Produits de la récolte 1940-1941

*DECISION N° 293 nommant la commission mixte prévue à l'article 7 du règlement d'achat des produits de la récolte 1940-1941 en date du 24 mars 1941.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le règlement d'achat des produits de la récolte 1940-1941 en date du 24 mars 1941;

#### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est désignée comme suit la commission mixte centrale chargée d'assurer le contrôle du recensement des stocks de produits de la récolte 1940-1941 détenus par le commerce, et d'évaluer les prix loco-magasin, forfaits de mise à bord et les barèmes divers prévus au règlement d'achat du 24 mars 1941 :

M. de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives . . . . . *Président*

M.M. Sanson, chef du bureau des finances et du bureau des affaires économiques, . . . . .

Dole, agent de la Compagnie française de l'Afrique occidentale, délégué permanent des exportateurs, . . . . . *Membres*

Un représentant des exportateurs pour chaque produit considéré.

Assisteront la commission avec voix délibérative au point de vue technique en ce qui concerne respectivement l'état des magasins loués par l'administration et l'état de conservation des produits :

M.M. Robert, inspecteur des produits;  
de Guise René, adjoint technique principal des T. P. de l'A. O. F.

ART. 2. — Sont désignés comme représentants des exportateurs pour chacun des produits du cru :

M.M. Dole, agent de la Cie F. A. O., pour les oléagineux, le cacao et le coton;

Trosselly, agent de la S. C. O. A., pour les cafés et le maïs;

Siaut, agent de la S. G. G. G., pour tous autres produits.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 11 avril 1941.

J. DELPECH.

#### Enseignement

*DECISION N° 296 modifiant la décision n° 107 du 6 février 1941 fixant les dates des vacances et des examens pour l'année scolaire 1941.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 28 août 1938 organisant l'école européenne de Lomé, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 658 du 5 décembre 1939 fixant les périodes de vacances dans les écoles primaires du Territoire et à l'école européenne de Lomé;

Vu la décision n° 107 du 6 février 1941 fixant les dates des vacances et des examens pour l'année scolaire 1941;

Vu le télégramme-officiel n° 92 du 5 avril 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

Sur la proposition de l'inspecteur de l'enseignement;

#### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1<sup>er</sup>, paragraphe c de la décision n° 107 du 6 février 1941 susvisée est modifié ainsi qu'il suit :

#### C — ECOLE EUROPÉENNE

*Vacances du 2<sup>e</sup> trimestre — 3 semaines :*

du 7 avril inclus au 27 avril inclus.

*Grandes vacances — 2 mois 8 jours :*

du 28 juillet inclus au 4 octobre inclus.

*Vacances du 1<sup>er</sup> trimestre (année scolaire 1941-1942)  
2 semaines :*

du 22 décembre 1941 inclus au 4 janvier 1942 inclus.

ART. 2. — L'article 2 de la décision n° 107 du 6 février 1941 susvisée est modifié ainsi qu'il suit :

Les examens et concours du Territoire auront lieu aux dates ci-après :

Certificat d'études primaires élémentaires  
(Ecole européenne)  
18 juillet 1941

Le reste sans changement.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 11 avril 1941.

J. DELPECH.

**Importation de billets de banque français et coloniaux****CIRCULAIRE N° 813**

A Monsieur l'Administrateur-Maire de Lomé,  
Messieurs les Commandants de Cercle et Chefs de  
subdivision.

Afin que les personnes qui se rendent dans la métropole soient exactement informées des conditions dans lesquelles elles sont autorisées à introduire en France des billets de banque français ou coloniaux, je vous prie d'assurer la plus large diffusion à la communication suivante qui m'est faite par M. le Haut-Commissaire de l'Afrique française :

« Un arrêté du ministre secrétaire d'Etat aux finances en date du 4 janvier 1941 a réduit à 1.000 frs. le montant des sommes que les voyageurs peuvent introduire en France sous forme de monnaies et billets de banque français et coloniaux ».

« La limite de 1.000 francs ne s'applique qu'aux sommes que les voyageurs détiennent sous forme de monnaies et billets de banque français ou coloniaux — Elle ne s'étend pas aux autres moyens de paiement tels que les chèques ou lettres de crédit dont l'entrée en France est autorisée sans limitation — Il est donc conseillé aux voyageurs de changer, avant leur départ, les billets de banque qu'ils détiennent contre des chèques dont l'importation pourra se faire sans difficulté.

« Le ministre secrétaire d'Etat aux finances a fait connaître, par ailleurs, que les demandes adressées par les voyageurs en provenance des colonies et tendant à obtenir la restitution des billets retenus par la douane devaient lui être adressées sous le timbre de la direction des finances extérieures et des changes, et qu'elles feraient l'objet d'un examen bienveillant ».

Lomé, le 11 avril 1941.

Le Gouverneur des Colonies,  
Commissaire de France au Togo,

J. DELPECH.

**Eaux et forêts****DECISION N° 301 fixant l'effectif du peloton des eaux et forêts.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 467 du 15 août 1933 portant réorganisation de la garde indigène du Togo;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du territoire du Togo;

Vu le décret du 13 octobre 1936 portant règlement de la chasse;

Vu l'arrêté n° 132 du 13 mars 1941 créant un peloton des eaux et forêts dans le territoire du Togo;

**DECIDE :**

ARTICLE PREMIER. — L'effectif du peloton des eaux et forêts chargé d'assurer la surveillance du domaine forestier est fixé pour l'exercice 1941 à 12 gardes forestiers.

Ce peloton comprend :

Un brigadier chef,

Un brigadier,

Dix gardes.

ART. 2. — Par application de l'arrêté n° 132 du 13 mars 1941, le traitement des gardes préposés à la surveillance des forêts classées en exploitation par le service du chemin de fer sera supporté par le budget annexe; la solde des gardes préposés à la surveillance des forêts classées constituant le domaine classé du Territoire est supportée par le budget local chapitre VIII, article 7, paragraphe 2.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 12 avril 1941.

J. DELPECH.

**ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL****ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL EUROPEEN****Affectation**

Par décision du :

4 avril 1941: — M. Gaudonville Charles, adjoint de classe exceptionnelle avant 4 ans des services civils des colonies, agent spécial du cercle de Sokodé, est affecté au bureau des finances à Lomé et détaché pour ordre au bureau de la comptabilité-finances du chemin de fer, en remplacement de M. Jonca; admis à la retraite.

**Rappel d'ancienneté**

Par arrêté n° 163 du :

1<sup>er</sup> avril 1941. — Les rappels d'ancienneté suivants sont accordés dans son emploi actuel à Monsieur Combe Roger, chef de district de 2<sup>e</sup> classe des chemins de fer du Togo :

1<sup>o</sup> — Loi du 1<sup>er</sup> avril 1923 article 7 — 3 mois 22 jours de services militaires non utilisés.

2<sup>o</sup> — Arrêté du 2 octobre 1933 articles 1<sup>er</sup> et 3 — 12 mois de services contractuels non utilisés.

**PERSONNEL INDIGENE****Nomination**

Par arrêté n° 178 du :

11 avril 1941. — L'ex-caporal Gnassounou Adolphe est agréé dans le cadre des gardes-frontières en qualité de garde-frontière stagiaire pour compter du 16 avril 1941 et mis à la disposition du chef du service des douanes.

**DIVERS****Agence spéciale**

Par décision en date du 7 avril 1941 :

M. Tossou Abalo, commis d'administration de 2<sup>e</sup> cl., en service à la subdivision de Sokodé, est nommé agent spécial et dépositaire comptable de Sokodé, en remplacement de M. Gaudonville Charles, adjoint principal de classe exceptionnelle des services civils des colonies, appelé à d'autres fonctions.

**Conseil d'administration**

Par décision n° 253 du :

1<sup>er</sup> avril 1941. — M. Dulphy, administrateur-adjoint des colonies, chef du cabinet du Commissaire de France, est nommé secrétaire-archiviste du conseil d'administration.

**Légalisation des signatures**

Par décision n° 254 du :

1<sup>er</sup> avril 1941. — M. Dulphy, administrateur-adjoint des colonies, chef du cabinet du Commissaire de France, vise les signatures pour légalisation ou certification par délégation du Commissaire de France.

**Sociétés indigènes de prévoyance**

Par arrêté n° 166 du :

4 avril 1941. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle primitif 1941 des cotisations de la société indigène de prévoyance de Klouto (catégorie ordinaire) arrêté à la somme de : Deux cent trente sept mille deux cent vingt neuf francs cinquante centimes (237.229,50).

Par arrêté n° 181 du :

14 avril 1941. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs (exercice 1941) des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance de Lama-Kara et de Bassari (cercle de Sokodé) dont le détail suit :

**Lama-Kara :**

Trois cent trente-six mille sept cent quatre vingt dix-sept francs cinquante centimes (336.797,50).

**Bassari :**

Cent huit mille cent quatre vingt dix-sept francs (108.197 francs).

**Surveillance des prix**

(Séance du 26 Mars 1941)

**Maison EYCHENNE**

*Pneus bicyclette Dunlop — 700 std :*

La pièce . . . . . 45,—

*Chambre à air Dunlop — 700 std :*

La pièce . . . . . 19,—

*Aspirine :*

Le tube de 20 comprimés . . . . . 5,—

**Maison S. G. G. G.**

*Enveloppe vélo Michelin 700 std :*

La pièce . . . . . 37,50

*Chambre à air vélo Michelin 700 std :*

La pièce . . . . . 14,50

*Dissolution :*

La boîte de 250 grammes . . . . . 11,—

*Dissolution :*

Le tube . . . . . 2,10

*Pippermint Get :*

Le litre . . . . . 52,50

*Pippermint Get :*

Le demi-litre . . . . . 28,—

*Pikina :*

La bouteille . . . . . 39,75

*Byrrh :*

La bouteille . . . . . 29,25

*Ocre jaune :*

Le kilogramme . . . . . 3,10

*Minium :*

Le kilogramme . . . . . 17,75

*Alun en morceaux :*

Le kilogramme . . . . . 7,—

*Bleu marque Lion (50 sachets) :*

La boîte . . . . . 30,50

*Carbonyl* { Le kilogramme . . . . . 7,75  
Le litre . . . . . 8,50  
0 l. 75 . . . . . 7,25

*Crésyl* { Le kilogramme . . . . . 9,50  
Le litre . . . . . 10,25  
0 l. 75 . . . . . 8,50

*Aspirine :*

Le tube de 20 comprimés . . . . . 4,50

**Maison C<sup>ie</sup> F. A. O.**

*Asperges :*

La boîte de 1.050 grammes . . . . . 32,25

*Extrait de tomates :*

La boîte de 1/10 . . . . . 4,50

La boîte de 1/5 . . . . . 7,50



<i>Vin rouge d'Algérie 12° :</i>	
Le litre nu . . . . .	6,—
<i>Gin Bouddha :</i>	
La bouteille de 0 l, 75 . . . . .	40,—
<i>Lait concentré Gloria :</i>	
La boîte de 170 grammes . . . . .	3,—
<i>Lait naturel stérilisé Sunset :</i>	
Boîte de 165 grammes . . . . .	2,60
<i>Liqueur Cherry Rocher :</i>	
La bouteille de 98 cl. . . . .	64,—
<i>Casques Polo N° 1833 :</i>	
La pièce . . . . .	85,—
<i>Anisette superfine :</i>	
La bouteille de 1 litre . . . . .	58,25
<i>Marc de Bourgogne :</i>	
La bouteille de 0 l, 75 . . . . .	59,—
<i>Corned beef Diégo Suárez :</i>	
La boîte de 12 oz . . . . .	12,25
<i>Enveloppes vélo Michelin :</i>	
La pièce . . . . .	37,—
<i>Chambres à air vélo Michelin :</i>	
La pièce . . . . .	14,25
<i>Tripes à la Mode de Cean :</i>	
La boîte de 4/4 . . . . .	28,—
<i>Rhum Marao :</i>	
Le litre . . . . .	43,—

## Textes publiés à titre d'information

ARRETE N° 902 P. suspendant les avancements à l'ancienneté pour les personnels des cadres de l'Afrique occidentale française.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,  
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, ensemble tous actes modificatifs et subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 22 février 1941, permettant de surseoir à l'avancement à l'ancienneté pendant la durée des hostilités et jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date légale de leur cessation;

Vu les arrêtés organiques des cadres supérieurs, communs supérieurs, communs, communs secondaires, spéciaux et locaux de l'Afrique occidentale française;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Sont suspendus pendant la durée des hostilités et un délai d'un an à compter de la date légale de leur cessation les avancements à l'ancienneté dans tous les cadres supérieurs, communs supérieurs, communs, communs secondaires, spéciaux et locaux de l'Afrique occidentale française.

Dakar, le 15 mars 1941.

P. BOISSON.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS ET COMMUNICATIONS

#### DOMAINES

#### Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1159, déposée le 8 avril 1941 le sieur Venance Gbègnedji, profession de dessinateur des T. P., demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme mandataire du sieur Michel Kokou Ketemepi, suivant procuration en date du 19 mars 1941 a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 63 ares 16 centiares, situé à Lomé, quartier Tokoen, (cercle de Lomé) et borné au nord par la route circulaire, à l'est par terrain à Anani Messa, au sud par paturage, à l'ouest par terrain à Anani Messa.

Il déclare que ledit immeuble appartient au sieur Michel Kokou Ketemepi, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,  
BERLIE.

Etude de Maître Raymond VIALE, Avocat défenseur à Lomé

### VENTE d'IMMEUBLE sur SAISIE

Le Vendredi, VINGT-TROIS MAI Mil neuf cent quarante et un, il sera procédé à l'audience des saisies-immobilières du Tribunal de Première Instance de LOME, à huit heures du matin, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur de l'immeuble sis à LOME, rue d'Alsace-Lorraine, objet du Titre Foncier numéro Deux cent quatre vingt huit de LOME saisi à la requête de Mr. Emmanuel SOTORMEY sur les héritiers de feu Henry Kué Agbota GABA, ayant fait l'objet de la publication de vente parue au Journal Officiel du Togo du 1<sup>er</sup> Mars 1941.

Les conditions de vente restent celles analysées au cahier des charges déposé au Greffe du Tribunal de LOME, le 18 Février mil neuf cent quarante et un.

La mise à prix reste fixée à VINGT MILLE FRANCS (Frs. 20.000,00).

N. B. — Pour tous renseignements s'adresser à M<sup>e</sup> VIALE, avocat-défenseur à LOME.